

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203311]

**13 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en ce qui concerne le certificat de patrimoine, la déclaration préalable et les actes et travaux conservatoires d'urgence**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, modifié par le décret du 18 juillet 2002, l'article 109, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 et le décret du 30 avril 2009, les articles 505 à 514 et les annexes 15, 16 et 17;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 janvier 1994 portant exécution de l'article 41, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 7 mai 2013;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, donné le 25 avril 2013;

Vu l'avis 54.026/4 du Conseil d'Etat donné le 14 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'avis de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles, donné le 28 mars 2013;

Sur la proposition du Ministre du Patrimoine;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Titre III, du Livre V du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, le chapitre III est remplacé par un chapitre III comportant les articles 505 à 513 rédigés comme suit :

« CHAPITRE III. — *Du certificat de patrimoine*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

Art. 505. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1<sup>o</sup> administration : le Département du Patrimoine de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie.

2<sup>o</sup> comité : le comité d'accompagnement dont la composition et les missions sont arrêtées aux articles 506 et suivants.

Art. 505/1. Est précédée par l'obtention d'un certificat de patrimoine, toute demande de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisme de constructions groupées ou de permis d'urbanisation relative à :

1<sup>o</sup> à un monument inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement en vertu de l'article 208;

2<sup>o</sup> à un bien figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel.

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Du comité d'accompagnement*

Art. 506. A l'occasion de toute demande de certificat de patrimoine, un comité est constitué. Il comprend :

1<sup>o</sup> le maître de l'ouvrage;

2<sup>o</sup> l'auteur de projet;

3<sup>o</sup> le ou les représentants de l'administration;

4<sup>o</sup> le ou les représentants du fonctionnaire délégué;

5<sup>o</sup> le ou les rapporteurs de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles;

6<sup>o</sup> le ou les représentants de la commune où le bien est situé;

7<sup>o</sup> le ou les représentants de l'Institut du Patrimoine wallon lorsqu'il s'agit d'un bien inscrit sur une des listes mentionnées à l'article 218.

L'administration peut requérir la présence d'experts.

Un représentant d'une association désignée par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées participe, le cas échéant, à la première réunion du comité d'accompagnement.

Le comité ne délibère valablement que si le maître d'ouvrage, son auteur de projet et le ou les représentants de l'administration sont présents.

Art. 507. Le comité a pour missions de :

1<sup>o</sup> assister le maître de l'ouvrage et son auteur de projet pour l'élaboration du projet et pour sa mise en œuvre;

2<sup>o</sup> examiner la nécessité de réaliser des études préalables et de déterminer leur nature et les conditions de leur mise en œuvre;

3<sup>o</sup> remettre un avis sur les études réalisées et d'en valider les résultats;

4<sup>o</sup> fixer les étapes préalables à la délivrance du certificat de patrimoine :

a) une esquisse;

b) un avant-projet;

c) un projet;

d) les plans, cahiers des charges et métrés visés à l'article 510/3;

5<sup>o</sup> déterminer les options d'intervention.

*Sous-section 2. — Introduction de la demande*

Art. 508. § 1<sup>er</sup>. Toute demande de certificat de patrimoine est introduite par le maître de l'ouvrage auprès du directeur général de l'administration.

§ 2. La demande de certificat de patrimoine est établie conformément au formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine et publié au *Moniteur belge*. Ce formulaire est disponible sur le portail Internet du Service public de Wallonie.

La demande comprend au minimum :

1° un document établissant que le maître de l'ouvrage est propriétaire du bien ou dispose de l'accord écrit de celui-ci;

2° une description détaillée des actes et travaux envisagés sur le bien et un dossier photographique en quatre exemplaires.

Art. 509. Dans les dix jours de la réception de la demande, si celle-ci est incomplète, l'administration adresse au maître de l'ouvrage un relevé des pièces manquantes et précise qu'un nouveau délai de dix jours recommence à dater de leur réception.

Dans le même délai, si la demande est complète, l'administration adresse :

1° au maître de l'ouvrage, un accusé de réception qui précise :

- a) la composition du comité visée à l'article 506;
- b) la date de la première réunion du comité;
- c) la procédure suivie.

2° à la commune dans laquelle le bien est situé, au fonctionnaire délégué et à la Commission, ainsi qu'à l'Institut du Patrimoine wallon s'il s'agit d'un bien inscrit sur une des listes mentionnées à l'article 218, une copie de l'accusé de réception visé au 1° et du dossier.

## Section 2. — Procédure

### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Première réunion du comité

Art. 510. § 1<sup>er</sup>. La première réunion du comité est organisée par l'administration dans un délai n'excédant pas les trente jours à dater de l'accusé de réception au maître de l'ouvrage.

§ 2. L'objectif de la première réunion du comité est de déterminer la nature et l'ampleur des actes et travaux à effectuer ainsi que, le cas échéant, des études préalables nécessaires.

Le maître de l'ouvrage communique l'estimation du coût des travaux envisagés sur le bien.

§ 3. Lors de la première réunion, le fonctionnaire délégué ou son représentant communique aux membres du comité toutes les informations relatives à la situation juridique du bien d'un point de vue urbanistique.

§ 4. L'administration rédige le procès-verbal de la première réunion et le transmet dans un délai de quinze jours, à dater de la tenue de la réunion concernée, à l'ensemble des membres du comité. A défaut de réaction dans les quinze jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est réputé approuvé.

Le procès-verbal de la première réunion du comité mentionne les étapes du certificat de patrimoine et son approbation vaut engagement de les respecter pour l'ensemble des parties.

§ 5. Le cas échéant, lors de la première réunion, si le comité conclut à l'unanimité des membres présents que les travaux projetés ne nécessitent pas de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisme de constructions groupées ou de permis d'urbanisation, la procédure de délivrance du certificat de patrimoine s'éteint automatiquement.

### Sous-section 2. — Etudes préalables

Art. 510/1. Le cas échéant, en application de l'article 213, les études préalables nécessaires aux travaux de restauration d'un monument classé ou d'un bien inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel sont réalisées selon les modalités décidées par le comité conformément à l'article 507, 2° et 3°.

Les études, réalisées dans le cadre de la demande de certificat de patrimoine et qui font l'objet d'une subvention, constituent un fonds documentaire mis à la disposition de la Région wallonne, qui peut en assurer la diffusion moyennant accord écrit préalable de l'auteur de ces études.

### Sous-section 3. — Réunions intermédiaires

Art. 510/2. Avant la tenue de la réunion de synthèse, en concertation avec le maître de l'ouvrage, des réunions intermédiaires peuvent être organisées par l'administration, auquel cas celle-ci convoque le comité.

Au moins quinze jours avant la tenue de chaque réunion intermédiaire, l'auteur de projet fournit à l'administration les documents qui y seront examinés. Ces documents sont fournis en un nombre d'exemplaires égal au nombre de membres du comité.

Pour chaque réunion intermédiaire, la convocation est accompagnée des documents fournis par l'auteur de projet à examiner lors de la réunion et est adressée, avec ses annexes, aux membres du comité, au moins dix jours avant la date de la réunion.

Le procès-verbal de chaque réunion est dressé par l'administration. L'administration le transmet dans un délai de quinze jours aux membres du comité. A défaut de réaction dans les quinze jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est réputé approuvé.

### Sous-section 4. — Réunion de synthèse

Art. 510/3. L'administration convoque le comité pour la réunion de synthèse, en concertation avec le maître de l'ouvrage. La convocation est adressée aux membres du comité au moins quinze jours avant la date de la réunion.

La convocation est accompagnée des documents suivants, fournis par l'auteur de projet en un nombre d'exemplaires égal au nombre de membres du comité au moins vingt jours avant la date de la réunion :

- a) les plans de la situation projetée, les élévations;
- b) les coupes et les plans de détails;
- c) le cahier spécial des charges;
- d) le métré descriptif et estimatif.

L'administration vérifie le caractère complet de ces documents avant envoi aux membres du comité. Le comité statue quant à leur recevabilité lors de la réunion de synthèse et remet un avis sur le projet. Le comité délibère sur le mode du consensus.

Un procès-verbal de synthèse motivé reprenant l'avis du comité sur le projet ou l'absence de consensus est dressé par l'administration et transmis, dans un délai de trente jours, aux membres du comité. A défaut de réaction dans les quinze jours de l'envoi, le procès-verbal de synthèse est réputé approuvé définitivement.

En cas d'absence de consensus dans le chef des membres du comité présents lors de la réunion de synthèse, une deuxième réunion de synthèse est organisée, sur le mode de la première, dans les bureaux de l'administration, dans un délai de soixante jours à dater de la première réunion de synthèse. Cette deuxième réunion porte uniquement sur les points de désaccord relevés au sein du comité.

Un deuxième procès-verbal de synthèse motivé reprenant l'avis du comité ou l'absence persistante de consensus sur le projet est dressé par l'administration et transmis, dans un délai de quinze jours, aux membres du comité. A défaut de réaction dans les quinze jours de l'envoi, le deuxième procès-verbal de synthèse est réputé approuvé définitivement.

Si l'absence de consensus persiste, le dossier est transmis pour une décision définitive au directeur général de l'administration lorsque le procès-verbal est approuvé. Celui-ci notifie sa décision dans un délai de dix jours à dater de la fin du délai d'approbation visé à l'alinéa précédent. A défaut de décision du directeur général dans un délai de dix jours à dater de la fin du délai d'approbation visé à l'alinéa précédent, cette décision est réputée favorable et la procédure continue comme prévu aux articles 511 et 512.

#### Sous-section 5. — Avis de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles

Art. 511. Après l'approbation définitive du procès-verbal de synthèse en cas de consensus dans le chef des membres du comité présents lors de la réunion de synthèse ou après la décision définitive au sens de l'article 510/3, dernier alinéa, si elle est favorable, l'administration sollicite, dans un délai de vingt jours, l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne. La demande d'avis comprend le procès-verbal de synthèse.

La Commission transmet son avis conformément aux articles 191 et 498.

A la réception de l'avis de la Commission ou à l'expiration du délai dans lequel elle doit envoyer son avis, l'administration rédige le certificat de patrimoine.

#### Sous-section 6. — Envoi du certificat de patrimoine

Art. 512. L'administration adresse le certificat de patrimoine au maître de l'ouvrage dans les vingt jours à dater de la réception de l'avis de la Commission ou, de l'expiration du délai dans lequel elle doit envoyer son avis. Simultanément, une copie du certificat de patrimoine est adressée à tous les membres du comité.

#### Sous-section 7. — Durée de validité

Art. 513. Le certificat de patrimoine est valable deux ans à compter de la date de sa notification. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du certificat de patrimoine, son délai de validité est prorogé pour une période d'un an. La demande de prorogation est introduite auprès de l'administration avant l'expiration du délai de validité visé. »

**Art. 2.** Dans le titre III du Livre V du même Code sont insérées les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III/1. — *De la déclaration préalable et des actes et travaux conservatoires d'urgence*

#### Section 1<sup>re</sup>. — De la déclaration préalable

Art. 513/1. La déclaration préalable, au sens de l'article 216/1, § 2, est établie conformément au formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine et publié au *Moniteur belge*. Ce formulaire est disponible sur le portail internet du Service public de Wallonie et est introduite par le demandeur auprès de l'administration du patrimoine. La déclaration préalable est accompagnée d'un descriptif détaillé des travaux.

Dans les trente jours de la réception de la déclaration préalable, l'administration organise une réunion unique et y convoque les personnes visées à l'article 506. Cette réunion fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'administration. Ce procès-verbal est transmis dans un délai de quinze jours au demandeur et en copie aux autres personnes visées à l'article 506. A défaut de réaction dans les trente jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est réputé approuvé. Une attestation stipulant que les travaux ne requièrent pas de permis d'urbanisme est alors délivrée par le directeur général de l'administration dans les huit jours à dater de l'approbation du procès-verbal.

En cas d'absence de consensus dans le chef des personnes présentes lors de la réunion unique visée à l'article 513/1, alinéa 2, sur le recours à la procédure de déclaration préalable, le dossier est transmis pour décision au directeur général de l'administration lorsque le procès-verbal est approuvé. Celui-ci notifie sa décision dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier.

Lorsque les travaux ayant fait l'objet d'une déclaration préalable ont été réalisés, le demandeur invite l'administration à procéder à leur vérification. Si la conformité des travaux réalisés appelle des réserves ou si ceux-ci ne sont pas conformes, l'administration en informe le maître de l'ouvrage et fixe un délai qui ne peut pas être inférieur à 180 jours pour procéder à la régularisation des travaux.

#### Section 2. — Des actes et travaux conservatoires d'urgence

Art. 513/2. Conformément à l'article 216/1, § 3, l'administration du Patrimoine peut autoriser, sur base d'une demande motivée introduite par le maître d'ouvrage et établie conformément au formulaire arrêté par le Ministre du Patrimoine et publié au *Moniteur belge*, la réalisation d'actes et travaux conservatoires d'urgence relatifs

a) à un monument inscrit sur la liste de sauvegarde, classé ou soumis provisoirement aux effets du classement en vertu de l'article 208;

b) à un bien figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel, et destinés à préserver sans délai son intégrité, en fonction soit de conditions climatiques dommageables, soit d'un événement fortuit.

Le formulaire précité est disponible sur le portail Internet du Service public de Wallonie.

Dans les dix jours de la réception de la demande ou sans délai en cas d'extrême urgence, l'administration organise une réunion sur les lieux où se situe le bien et y convoque le demandeur, la Commission et le fonctionnaire délégué ou son représentant, ainsi que l'Institut du Patrimoine wallon s'il s'agit d'un bien repris sur ses listes au sens de l'article 218 du CWATUPE. La réunion permet de déterminer les actes et travaux conservatoires éventuels à réaliser en urgence.

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal dressé par l'administration.

L'administration notifie le procès-verbal et sa décision sans délai au demandeur et en adresse copie au Ministre ayant la matière du Patrimoine dans ses attributions. La notification vaut mise en demeure au sens de l'article 211, alinéa 3, 5<sup>o</sup>, de réaliser dans les deux mois les actes et travaux conservatoires d'urgence. »

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 20 janvier 1994 portant exécution de l'article 41, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup> du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est abrogé.

Les annexes 15 et 16 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie sont abrogées.

**Art. 4.** La demande de certificat de patrimoine dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur avant cette date.

**Art. 5.** Le Ministre qui a la matière du Patrimoine dans ses attributions et le Ministre qui a la matière de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203311]

**13 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wat betreft het erfgoedcertificaat, de voorafgaande aangifte en de dringende bewarende handelingen en werken**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, artikel 84, § 1, 14°, gewijzigd bij het decreten van 18 juli 2002, artikel 109, gewijzigd bij het decreet van 1 april 1999 en het decreet van 30 maart 2009, de artikelen 505 tot 514 en de bijlagen 15, 16 en 17;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 januari 1994 tot uitvoering van artikel 41, § 1, 10°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2013;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 mei 2013;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening), gegeven op 25 april 2013;

Gelet op advies 54.026/4 van de Raad van State, uitgebracht op 14 oktober 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgravingen van 28 maart 2013;

Op de voordracht van de Minister van Erfgoed;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In Titel III, Boek V, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt hoofdstuk III vervangen door een hoofdstuk III bevattende de artikelen 505 tot 513, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK III. — *Erfgoedcertificaat*

*Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 505. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° administratie : het Departement Erfgoed van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

2° comité: het begeleidingscomité waarvan de samenstelling en de opdrachten vastgelegd zijn in de artikelen 506 en volgende.

Art. 505/1. Voor het verkrijgen van een erfgoedcertificaat is een aanvraag nodig voor een stedenbouwkundige vergunning, voor een stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken of voor een bebouwingsvergunning met betrekking tot :

1° een monument dat opgenomen is op de beschermingslijst, geklasseerd is of voorlopig krachtens artikel 208 aan de gevolgen van de klassering is onderworpen;

2° een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke onroerende erfgoed.

Onderafdeling 1. — Begeleidingscomité

Art. 506. Bij elke aanvraag voor een erfgoedcertificaat wordt een comité opgericht. Daarin zetelen:

1° de bouwheer;

2° de projectontwerper;

- 3° de vertegenwoordiger(s) van de administratie;
- 4° de vertegenwoordiger(s) van de gemachtigde ambtenaar;
- 5° de verslaggever(s) van de Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen;
- 6° de vertegenwoordiger(s) van de gemeente waar het goed gelegen is;
- 7° de vertegenwoordiger(s) van het "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut voor het Waalse Erfgoed) wanneer het een goed betreft, opgenomen op één van de lijsten bedoeld in artikel 218.

De administratie kan eisen dat deskundigen aanwezig zijn.

Een vertegenwoordiger van een vereniging aangewezen door het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) woont in voorkomend geval de eerste vergadering van het begeleidingscomité bij.

Het comité beraadslaagt enkel op rechtsgeldige wijze indien de bouwheer, zijn projectontwerper en de vertegenwoordiger(s) van de administratie aanwezig zijn.

Art. 507. De opdrachten van het comité strekken ertoe :

- 1° de bouwheer en zijn projectontwerper bij te staan om het project uit te werken en uit te voeren;
- 2° te onderzoeken of het nodig is voorafgaande onderzoeken uit te voeren en hun aard en de voorwaarden voor uitvoering ervan te bepalen;
- 3° advies uit te brengen over de uitgevoerde onderzoeken en de resultaten ervan te bekrachtigen;
- 4° de stappen te bepalen die voorafgaan aan het verstrekken van het erfgoedcertificaat :
  - a) een schets;
  - b) een voorontwerp;
  - c) een ontwerp;
  - d) de plannen, bestekken en opmetingsstaten bedoeld in artikel 510/3;
- 5° de interventie-opties te bepalen.

#### Onderafdeling 2. — Indiening van de aanvraag

Art. 508. § 1. Elke aanvraag tot het verkrijgen van een erfgoedcertificaat wordt door de bouwheer ingediend bij de directeur-generaal van de administratie.

§ 2. De aanvraag voor een erfgoedcertificaat wordt opgemaakt overeenkomstig het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Dat formulier is beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst.

De aanvraag omvat minstens:

- 1° een document waaruit blijkt dat de bouwheer eigenaar van het goed is of over diens schriftelijke instemming beschikt;
- 2° een omstandige omschrijving van de handelingen en werken die men voornemens is op het goed uit te voeren en een fotografisch dossier in vier exemplaren.

Art. 509. Binnen de tien dagen na de ontvangst van de aanvraag richt de administratie, als de aanvraag onvolledig is, per zending een lijst van de ontbrekende stukken aan de bouwheer en geeft aan dat de termijn opnieuw ingaat te rekenen van de ontvangst ervan.

Indien de aanvraag volledig is, stuurt de administratie tegelijkertijd :

- 1° aan de bouwheer, een bericht van ontvangst waarin aangegeven worden :
  - a) de samenstelling van het comité waarvan sprake in artikel 506;
  - b) de datum van de eerste vergadering van het begeleidingscomité;
  - c) de gevolgde procedure;
- 2° aan de gemeente waarin het goed gelegen is, aan de gemachtigde ambtenaar en aan de Commissie, evenals aan het "Institut du Patrimoine wallon" indien het een goed betreft opgenomen op één van de lijsten bedoeld in artikel 218, een afschrift van het bericht van ontvangst bedoeld in 1° en van het dossier.

#### Afdeling 2. — Procedure

##### Onderafdeling 1. — Eerste vergadering van het comité

Art. 510. § 1. De eerste vergadering van het comité wordt gehouden door de administratie binnen een termijn die de dertig dagen niet overschrijdt te rekenen van de verzending van het bericht van ontvangst aan de bouwheer.

§ 2. Doel van de eerste vergadering van het comité is de aard en de omvang van de te verrichten handelingen en werken te bepalen, evenals, in voorkomend geval, de noodzakelijke voorafgaandelijke onderzoeken.

De bouwheer deelt de kostenraming mee van de werken die men voornemens is op het goed uit te voeren.

§ 3. Bij de eerste vergadering deelt de gemachtigd ambtenaar of diens vertegenwoordiger alle informatie in verband met de stedenbouwrechtelijke toestand van het goed aan de leden van het comité mee.

§ 4. Het bestuur notuleert de eerste vergadering en maakt de notulen per zending binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de datum van de vergadering aan alle leden van het comité over. Bij uitblijven van enige reactie binnen de vijftien dagen na ontvangst van de notulen worden ze goedgekeurd geacht.

In de notulen van de eerste vergadering van het comité worden de stappen van het erfgoedcertificaat vermeld en de goedkeuring ervan geldt als verbintenis van de gezamenlijke partijen om ze na te leven.

§ 5. In voorkomend geval vervalt de procedure voor het verstrekken van het erfgoedcertificaat automatisch wanneer de eerste vergadering van het comité met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden besluit dat de overwogen werken geen stedenbouwkundige vergunning, geen stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken of geen bebouwingsvergunning vereisen.

#### Onderafdeling 2. — Voorafgaande onderzoeken

Art. 510/1. In voorkomend geval worden de voorafgaande onderzoeken nodig voor de restauratiewerkzaamheden van een beschermd monument of van een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed overeenkomstig artikel 213 uitgevoerd volgens de nadere regels besloten door het comité overeenkomstig artikel 507, 2° en 3°.

De in het kader van de aanvraag van een erfgoedcertificaat uitgevoerde onderzoeken vormen een documentatiefonds dat ter beschikking van het Waalse Gewest wordt gesteld, dat er voor de verspreiding van kan zorgen mits het voorafgaand schriftelijk akkoord van de auteur van het onderzoek.

#### Onderafdeling 3. — Tussentijdse vergaderingen

Art. 510/2. Voor het houden van de eerste samenvattende vergadering kunnen er door de administratie tussentijdse vergaderingen worden gehouden in overleg met de bouwheer, en in dat geval roept de administratie het comité samen.

Minstens vijftien dagen voor het houden van elke tussentijdse vergadering verstrekt de projectontwerper de documenten die er besproken zullen worden, aan de administratie. Die documenten worden in eenzelfde aantal overgemaakt als er leden zijn in het comité.

Voor elke tussentijdse vergadering worden bij de oproeping de door de projectontwerper verstrekte stukken gevoegd die tijdens de vergadering besproken moeten worden en de oproeping wordt samen met de bijlagen per zending gericht aan de leden van het comité, minstens tien dagen voor de datum van de vergadering.

De administratie notuleert elke vergadering. De notulen worden door de administratie binnen een termijn van vijftien dagen aan de leden van het comité overgemaakt. Bij uitblijven van enige reactie binnen de vijftien dagen na ontvangst van de notulen worden ze goedgekeurd geacht.

#### Onderafdeling 4. — Samenvattende vergadering

Art. 510/3. De administratie roept het comité in overleg met de bouwheer samen voor de samenvattende vergadering. De oproeping wordt per zending gericht aan de leden van het comité minstens vijftien dagen voor de datum van de vergadering.

Bij de oproeping worden minstens twintig dagen voor aanvang van de vergadering volgende documenten gevoegd, verstrekt door de projectontwerper, in evenveel exemplaren als er leden zijn in het comité:

- a) de plannen van de overwogen situatie, de aanzichten;
- b) de doorsneden en de gedetailleerde plannen;
- c) het bijzonder bestek;
- d) de omschrijvende en geraamde opmetingsstaat.

De administratie gaat na of die documenten volledig zijn, voor ze naar de leden van het comité gestuurd worden. Het comité beslist tijdens de samenvattende vergadering over de ontvankelijkheid ervan en brengt advies uit over het project. Het comité beraadslaagt over de wijze van overeenstemming.

De administratie maakt gemotiveerde, samenvattende notulen op met het advies van het comité over het project of over het uitblijven van eenstemmigheid en maakt dit binnen een termijn van dertig dagen over aan de leden van het comité. Bij uitblijven van enige reactie binnen de vijftien dagen na versturen van de samenvattende notulen wordt dit definitief goedgekeurd geacht.

Bij uitblijven van overeenstemming onder de aanwezige leden van het comité tijdens de samenvattende vergadering wordt er binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de eerste samenvattende vergadering, met dezelfde werkingswijze als de eerste, een tweede samenvattende vergadering gehouden in de kantoren van de administratie. Die tweede vergadering heeft enkel betrekking op de punten waarover er in het comité onenigheid bestond.

De administratie maakt gemotiveerde, samenvattende notulen op met het advies van het comité of over het verder uitblijven van eenstemmigheid en maakt dit binnen een termijn van vijftien dagen over aan de leden van het comité. Bij uitblijven van enige reactie binnen de vijftien dagen na versturen van de tweede samenvattende notulering wordt dit definitief goedgekeurd geacht.

Als er nog steeds geen overeenstemming is, wordt het dossier voor uiteindelijke beslissing overgemaakt aan de Directeur-generaal van de administratie wanneer de notulen zijn goedgekeurd. Laatstgenoemde geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van tien dagen te rekenen van het einde van de termijn voor de goedkeuring bedoeld in vorig lid. Bij ontstentenis van een beslissing van de Directeur-generaal binnen een termijn van tien dagen te rekenen van het einde van de termijn voor de goedkeuring bedoeld in vorig lid wordt die beslissing gunstig geacht en de procedure wordt voortgezet zoals bepaald in de artikelen 511 en 512.

#### Onderafdeling 5. — Advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgavingen

Art. 511. Na definitieve goedkeuring van de samenvattende notulen bij overeenstemming van de aanwezige leden van het comité tijdens de samenvattende vergadering of na de uiteindelijke beslissing in de zin van artikel 510/3, laatste lid, indien die beslissing gunstig is, wint de administratie binnen een termijn van twintig dagen het advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgavingen van het Waalse Gewest in. Bij de adviesaanvraag worden de samenvattende notulen gevoegd.

De Commissie brengt advies uit overeenkomstig de artikelen 191 en 498.

Bij ontvangst van het advies van de Commissie of bij verstrijken van de termijn waarin zij haar advies moet versturen, stelt de administratie het erfgoedcertificaat op.

#### Onderafdeling 6. — Opsturen van het erfgoedcertificaat

Art. 512. De administratie verstuurt het erfgoedcertificaat naar de bouwheer binnen de twintig dagen te rekenen van de ontvangst van het advies van de Commissie of bij verstrijken van de termijn waarin zij haar advies moet versturen. Tegelijk wordt een afschrift van het erfgoedcertificaat aan alle leden van het comité gericht.

## Onderafdeling 7. — Geldigheidsduur

Art. 513. Het erfgoedcertificaat is twee jaar geldig te rekenen van de kennisgeving ervan. De vergunning kan evenwel met één jaar verlengd worden op verzoek van de begunstigde ervan. De aanvraag tot verlenging wordt bij zending bij de administratie ingediend voor verstrijken van de bedoelde geldigheidstermijn.”

**Art. 2.** In titel III van boek V van hetzelfde Wetboek worden volgende bepalingen ingevoegd :

”HOOFDSTUK III/1. — *Voorafgaande aangifte en dringende bewarende handelingen en werken*

*Afdeling 1. — Voorafgaande aangifte*

Art. 513/1. De voorafgaande aangifte, in de zin van artikel 216/1, § 2, wordt opgemaakt overeenkomstig het formulier vastgelegd door de Minister van Erfgoed en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Dat formulier is beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst en wordt door de aanvrager ingediend bij de erfgoedadministratie. De voorafgaande aangifte omvat een omstandige omschrijving van de werken.

Binnen de dertig dagen te rekenen van de voorafgaande aangifte houdt de administratie een eenmalige vergadering en roept de personen bedoeld in artikel 506 samen. Die vergadering wordt door de administratie genotuleerd. Die notulen worden binnen een termijn van vijftien dagen aan de aanvrager overgemaakt, met een afschrift voor de andere personen bedoeld in artikel 506. Bij uitblijven van enige reactie binnen de dertig dagen na ontvangst van de notulen worden ze goedgekeurd geacht. Er wordt dan door de directeur-generaal van de administratie binnen de acht dagen te rekenen van de goedkeuring van de notulen een attest verstrekt waarin bevestigd wordt dat de werken geen stedenbouwkundige vergunning vereisen.

Bij uitblijven van eenstemmigheid bij de personen, aanwezig bij de eenmalige vergadering bedoeld in artikel 513/1, lid 2, over het inleiden van een procedure voor voorafgaande aangifte wordt het dossier ter beslissing overgemaakt aan de directeur-generaal van de administratie wanneer de notulen zijn goedgekeurd. Laatstgenoemde geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst van het dossier.

Wanneer de werken waarvoor een voorafgaande aangifte wordt opgesteld, uitgevoerd zijn, vraagt de aanvrager dat de administratie de werken nakijkt. Als er voorbehoud bestaat over de conformiteit van de werken of bij niet-conformiteit ervan, licht de administratie de bouwheer daarover in en stelt een termijn van niet minder dan 180 dagen vast om de werken in overeenstemming te brengen.

*Afdeling 2. — Dringende bewarende handelingen en werken*

Art. 513/2. Overeenkomstig artikel 216/1, § 3, kan de erfgoedadministratie op grond van een gemotiveerd verzoek van de bouwheer, via een formulier vastgesteld door de Minister van Erfgoed en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* toelaten dat dringende bewarende handelingen en werken worden verricht met betrekking tot :

a) een monument dat opgenomen is op de beschermingslijst, geklasseerd is of voorlopig krachtens artikel 208 aan de gevolgen van de klassering is onderworpen;

b) een goed opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke onroerende erfgoed, en bestemd om de integriteit ervan te bewaren in functie van ofwel schadelijke weersomstandigheden ofwel een toevallige gebeurtenis.

Dat formulier is beschikbaar op het webportaal van de Waalse Overheidsdienst.

Binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag of zonder termijn in geval van hoogdringendheid houdt de administratie een vergadering op de plaats waar het goed gelegen is en roept er de aanvrager, de Commissie en de gemachtigd ambtenaar of diens vertegenwoordiger op, evenals het “Institut du Patrimoine wallon” indien het een goed betreft opgenomen op diens lijsten in de zin van artikel 218 van het Wetboek. De vergadering is bestemd om de eventueel dringend uit te voeren handelingen en werken te bepalen.

De administratie notuleert de vergadering.

De administratie geeft onverwijld kennis van de notulen en haar beslissing aan de aanvrager en richt er een afschrift van aan de Minister bevoegd voor Erfgoed. De kennisgeving geldt als ingebrekestelling in de zin van artikel 211, lid 3, 5°, om de dringende bewarende handelingen en werken binnen de twee maanden uit te voeren. ».

**Art. 3.** Het besluit van de Waalse Regering van 20 januari 1994 tot uitvoering van artikel 41, § 1, 10°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt opgeheven.

De bijlagen 15 en 16 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie worden opgeheven.

**Art. 4.** De aanvraag voor een erfgoedcertificaat waarvan het bericht van ontvangst aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit voorafgaat, wordt verder behandeld volgens de vóór die datum vigerende bepalingen.

**Art. 5.** De Ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor Erfgoed en Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme, Bos en Erfgoed,

C. DI ANTONIO